

5f

N°34

Alarme

FERMENT OUVRIER REVOLUTIONNAIRE

" PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSONS-NOUS, SUPPRIMONS LES POLICES, LES ARMEES,
LA PRODUCTION DE GUERRE, LES FRONTIERES, LE TRAVAIL SALARIE
ARMES, POUVOIR, ECONOMIE AU PROLETARIAT. "

MOUVEMENTS ETUDIANTS :

PAS DE PROGRES SOCIAL

SANS REVOLUTION PROLETARIENNE

Que le capitalisme règne en maître absolu sur la totalité du globe est chose certaine, tout au moins pour ceux qui veulent réellement le détruire, autant parce que c'est un système qui opprime et exploite, que parce que c'est la seule issue à tous les problèmes de l'humanité aujourd'hui. Le développement de la société passe par la révolution communiste. Celle-ci est aujourd'hui seule à l'ordre du jour. Toutes les tactiques ou les stratégies non orientées directement vers ce but sont réactionnaires, depuis les soi-disant révolutions démocratiques en passant par les luttes dites de libération nationale jusque y compris la possibilité de révolution permanente à la sauce trotskiste contemporaine et initiale. A l'Est comme à l'Ouest, au Nord comme au Sud, seul le prolétariat est à même de réaliser ce but contre tous les Etats actuellement existants. Malheureusement il y a un décalage énorme entre les possibilités purement matérielles et le niveau de conscience révolutionnaire, facteur indispensable pour transformer ce qui est potentiel ou latent en réalité concrète.

Au nom des intérêts des travailleurs toutes les organisations connues et reconnues, celles dont tous les médias parlent, s'alignent en tête des défenseurs de l'économie marchande (syndicalisme, terrorisme, partis de gauche et d'extrême-gauche). Le mécontentement général est manifeste, et pourtant, grâce fondamentalement aux forces précitées, la subversion totale de la société capitaliste mondiale a du mal à s'affirmer. Ce fait cloue au pilori toutes les théories plus ou moins "savantes" sur l'intégration de la classe prolétarienne dans le capitalisme, et celles qui nient, contre toute évidence, l'existence de cette classe dépossédée de tout sauf de sa force de travail. Qu'on le veuille ou non, tant que les rapports sociaux entre les hommes, basés

principalement sur les rapports de production, ne sont pas changés, il est impossible qu'apparaissent de nouvelles idées révolutionnaires qui rendraient caduques et réactionnaires la totalité des anciennes idées d'émancipation sociale, d'autant plus que le capitalisme, par définition, ne peut exister sans extraction de plus-value qu'il obtient le plus légalement du monde par l'exploitation de la force de travail de ses esclaves modernes. Et comme dirait Sherlock Holmes à Watson : à qui principalement se dirige les forces capitalistes s'auto-dénominant ouvrières, socialistes, communistes, etc.? Précisément répondra Watson avec un peu de jugeote, à la seule classe susceptible de s'émanciper en émancipant l'humanité entière. A qui profite le crime ? Au capitalisme mondial rétorquera-t'il sans prendre de loupe, puisque c'est visible à l'oeil nu pour ceux qui veulent regarder la réalité en face et non à travers le miroir déformant de la barbarie contemporaine. Elémentaire.

Que les intellectuels en mal de théories nouvelles pouvant flatter leur vanité frustrée arrêtent de pondre leurs articles, que les lycéens et les étudiants se mettent en grève sans le soutien de la classe productrice de plus-value, et rien absolument rien ne mettra en péril de mort le système qui nous domine et nous écrase. Que les travailleurs, les prolétaires s'auto-organisent contre le syndicalisme par initiative propre dans la lutte, et alors l'Etat capitaliste qui se trouve confronté à un tel élan, vacille, tremble, se décompose face au pouvoir réel de la rue. Que les travailleurs du gaz et de l'électricité, des transports, des mines... arrêtent tels les étudiants dernièrement leur activité pendant trois semaines de façon décidée, c'est toute l'activité du pays qui est paralysée. C'est le système capitaliste qui est touché en son centre nerveux, et non à sa périphérie avec la démission d'un Devaquet, ministre aux Universités.

Qui peut nier le contraire, sinon précisément ceux qui n'ont aucun intérêt à voir la totale transformation des rapports sociaux se réaliser. Quant à ceux qui honnêtement aspirent à ce but, mais nient ce qui vient d'être exprimé ci-dessus, ils se plient, même involontairement, à l'idéologie de la classe dominante. Privés en cela de la seule praxis émancipatrice, ils offrent leur révolte légitime aux sacerdotes du Capital sur l'autel de l'exploitation de l'homme par l'homme. Ils croient avoir dépassé ce qui à leur vœux entrave le mouvement de subversion (militantisme, qu'ils confondent avec l'aliénation militante des organisations d'extrême-gauche ; le prolétariat, qu'ils croient intégré ou inexistant) alors qu'ils se trouvent à la traîne du monde marchand qui broie leur révolte de courte durée entre ses serres expérimentées. Ce qui cependant est toujours vrai c'est que "le prolétariat est révolutionnaire ou il n'est rien". En effet, ou il lutte contre les conditions matérielles d'existence qui lui sont imposées ou bien il n'est qu'une masse exploitable soumise au règne de l'accumulation du capital. Il n'est alors rien pour lui-même, il n'est rien pour l'humanité, il est tout pour le capitalisme mondial qui survit sur son dos. Que ce dos courbé se relève et les parasites qui protègent et défendent le système du salariat, une fois par terre, seront écrasés par les pieds de ceux qui produisaient toute la richesse sociale dont ils ne jouissaient pas.

DU POURQUOI DE LA CONFUSION ACTUELLE

Dire que seul le prolétariat, la classe des esclaves modernes, peut transformer de fond en comble un système d'exploitation qui n'a plus aucune raison d'exister, ne peut aucunement amener à un ouvriérisme stérile appuyant aveuglément toute action des travailleurs, ou justifiant sereinement leur passivité. La situation actuelle n'est pas conjoncturelle, elle est due à l'histoire-même de la société capitaliste, et plus particulièrement à celle du mouvement ouvrier. Les jalons de la défaite sont des promesses de victoire. Encore faut-il que des minorités chaque fois plus grandes aient compris les raisons de la défaite pour en dégager les possibilités de victoire. Avant l'échec de la révolution mondiale initiée en Russie tout n'était pas toujours au beau fixe. Il y avait des hauts et des bas dans la constitution du prolétariat en classe indépendante luttant pour ses propres intérêts opposés à ceux du capitalisme. Mais, et dans les flux et dans les reflux, l'ennemi était visible et nettement perceptible par quiconque, c'était la bourgeoisie. Lorsque le rapport de forces, après un grave échec, était favorable à la classe exploiteuse, ceux qui restaient sur le pied de la guerre de classe, savaient qu'il fallait se maintenir ferme dans la perspective d'une

nouvelle situation qui allait inévitablement se présenter, de par l'existence-même de l'exploitation et de par leur propre activité. Avec la révolution en Russie et sa transformation de l'intérieur en contre-révolution mondiale, le panorama s'est modifié plus considérablement que lors des défaites antérieures puisque les forces qui se prétendaient révolutionnaires et progressistes, au nom de la classe ouvrière mondiale, se trouvaient en fait à la tête de la réaction et de la contre-révolution. Ce sont ces mêmes forces qui sévissent encore actuellement et auxquelles le prolétariat en premier lieu devra s'affronter s'il veut mener sa lutte immédiate et historique à bien. Il est le seul à pouvoir le faire en la concrétisant, en marge de ceux qui d'un trait de plume, ont cru pouvoir l'éliminer, et contre ceux qui éprouvent un malin plaisir à favoriser son inaction.

LES LUTTES OUVRIERES ET L'ACTIVITE DES MINORITES CONSCIENTES

"L'idéologie dominante, est l'idéologie de la classe dominante". Il est difficile de s'en dépêtrer surtout lorsque cette dernière, battue en brèche lors de la vague de 17-37, a été depuis renforcée par le stalinisme, et aussi par le syndicalisme qui par nature devait s'intégrer puis défendre le monde du salariat. Malgré les grèves ouvrières plus ou moins massives nous reconnaissons que le rapport de forces et de conscience est encore favorable aux vampires de la plus-value. Mais nous savons pertinemment contre toutes les idées fausses qui nous sont inoculées, que la seule réponse sérieuse susceptible d'être donnée au monstre capitaliste, ne peut provenir que de la classe exploitée, celle-la même qui doit se débarrasser des camisoles de force qui la retiennent sous l'emprise de tous ses exploiters. C'est par la lutte principalement qu'elle l'obtiendra. Les révolutionnaires, peu importe leur origine sociologique, appartiennent à cette classe. C'est avec elle qu'ils peuvent espérer renverser à tout jamais l'aboutissement des siècles d'exploitation contenus dans le monde d'aujourd'hui.

De par sa place et son rôle dans les rapports de production, le prolétariat est contraint de s'affronter à ceux qui le dominent. Et non seulement il n'a pas disparu au niveau mondial, mais il a augmenté de par la prolétarianisation de nombreux secteurs. C'est ce qu'on appelle la lutte de classes. Cette lutte se manifeste plus ou moins intensément sans jamais disparaître complètement. Sans quoi les syndicats, chiens de garde de l'esclavage salarié, auraient disparu depuis longtemps. S'ils existent encore c'est pour empêcher précisément que la classe exploitée n'agisse par et pour elle-même. Mais nous reviendrons plus loin sur ce point quand nous parlerons des luttes lycéennes et étudiantes.

Il est plus facile pour les médias de s'étendre sur un mouvement pluri-classiste étudiantin que sur la lutte du prolétariat lorsque celui-ci, en tendance, malgré de graves limitations, essaie d'échapper à l'emprise de ceux qui vivent grâce à son existence et son exploitation. Même Watson, sans l'aide de Sherlock Holmes, peut dire que nous nous référons au Syndicat. Pour ne pas prendre trop d'exemples, nous mentionnerons la lutte des travailleurs en Belgique dernièrement (pour plus de détail, lire les derniers numéros d'Alarme). Là le prolétariat, supposé inexistant, s'est manifesté massivement contre les nouvelles mesures d'austérité, et sans attendre de directives quelconques, les mineurs de la région du Limbourg débrayèrent spontanément, prenant de court les directions syndicales qui avaient essayé d'épuiser leur hargne par des journées d'action de 24 heures complètement bidons. Plus expérimentés que la classe elle-même, les magouilleurs briseurs de grève syndicaux avec l'aide précieuse du syndicalisme de base soit-disant plus radical, réussirent à dévoyer le mouvement de la seule route qui pouvait mener les grévistes à l'auto-organisation générale et à se donner un contenu anti-capitaliste plus ferme dans la lutte. "Politisant" le mouvement, les syndicalistes de base, profitant de la situation, appelèrent à la participation "socialiste" au gouvernement. Comme si les "socialistes" en bons administrateurs du capital, n'avaient jamais eux-mêmes appelé les exploités de par le monde à se serrer la ceinture au nom de la défense de l'économie nationale. Comme s'ils n'avaient jamais, au nom de cette défense, appelé les exploités du monde entier à s'entretuer lors des guerres impérialistes locales ou mondiales.

Ce que la classe prolétarienne doit reconnaître, ce sont tous ses ennemis, et surtout ceux qui se font passer pour ses amis, afin de mieux les anéantir. En brisant ces chaînes dissimulées, elle n'en brisera que mieux celles, plus visibles, qui l'atta-

chent au travail aliéné. Là intervient la nécessité d'organisations politiques capables de dénoncer, de combattre, de s'affronter à toutes les forces qui barrent le passage à l'émancipation totale de l'humanité. De telles organisations, malgré leurs divergences, existent dans le monde. Elles sont embryonnaires et pour la plupart, soit au nom du Parti tout puissant seul sujet révolutionnaire, soit au nom de l'activité spontanée des masses, amputent l'étendue de l'activité nécessaire aujourd'hui. Une organisation révolutionnaire, sans surestimer et sans sous-estimer l'activité des travailleurs doit, parce qu'elle appartient à et est un produit de la classe elle-même, essayer de répondre aux problèmes qui se posent dans tous les domaines, et qui forment en réalité un tout (économique, politique et social...).

Dans le cas par exemple d'une lutte massive comme en Belgique, nous devons avancer des perspectives de luttes concrètes forcément liées au renversement du rapport de forces et de la domination du capital. Alors que des prolétaires luttent contre la restructuration, contre les licenciements, alors qu'ils étendent leur lutte et que nombre d'entre eux sont au chômage, les révolutionnaires ne peuvent attendre passivement les bonds qualitatifs de la lutte. Ils doivent bien au contraire les provoquer dans la mesure de leurs possibilités. Généralisation et extension sont des facteurs importants. La dénonciation, par la lutte, des syndicats, est obligatoire. L'union grandissante des travailleurs passe par là, mais si elle veut être effective, elle doit aussi créer les conditions politiques rendant possible le saut du règne de la nécessité à celui de la liberté. Elle doit, tels les mineurs asturiens (Espagne, Octobre 1934), montrer qu'après une défaite elle prépare un assaut encore plus puissant et déterminé. Pour ce faire une organisation communiste doit avancer des mesures qui s'attaquent à la base même de l'exploitation : l'accumulation du capital par l'extraction de plus-value, en même temps qu'elles préfigurent les tâches-mêmes de la dictature sociale du prolétariat et de la révolution.

Pas un seul chômeur ! Non aux licenciements ! Réduction massive des heures de travail, augmentation du salaire réel sont des axes parmi d'autres qui utilisés dans la dynamique même de la lutte, s'attaquent de plein fouet au capital. Ils ne sont pas une garantie en soi car jusqu'au triomphe de la révolution, sur le terrain revendicatif, la classe ouvrière reste un jouet aux mains du capital. Il ne s'agit bien évidemment pas de développer le capital où que ce soit, mais de l'abattre partout. Il faut qu'en tant que prolétaires, nous initiions le seul combat qui mérite la peine d'être mené. Dans les grèves massives au niveau d'un ou de plusieurs pays, la classe exploitée montre de fait, même si elle n'en a pas toujours conscience, que sans elle tout s'arrête de fonctionner. C'est le moment, si la prise du pouvoir est jugée prématurée dans le contexte mondial, d'imposer le plus grande nombre de mesures blessant à mort la société d'exploitation et de consolider ainsi la conscience et la force de ceux qui subissaient les mesures nécessaires au capitalisme.

MOUVEMENTS LYCEENS ET ETUDIANTS

Au mois de décembre un mouvement étudiantin qui allait s'étendre rapidement à l'emblème des universités et lycées, partait de Villetaneuse contre le projet de loi Devaquet. Cela faisait longtemps que la jeunesse scolarisée ne se manifestait pas massivement dans la rue. Les médias parlaient même de la 'bof-génération'. Certaines franges du mouvement allaient durcir ce qui au début n'était qu'une paisible démonstration de présence, à l'annonce du refus ministériel de retirer la loi en question. La mort d'un étudiant, Malik Houssekine, âgé de 22 ans, abattu par la police, allait monter la colère du mouvement et forcer le gouvernement à céder. Devaquet a démissionné et son projet de loi a été retiré. C'est un mouvement interclassiste qui a obtenu "la victoire" sur une fraction capitaliste qui a fait bourde sur bourde, favorisant par là les autres fractions qui se trouvent dans l'opposition. Dans la mesure où tout se jouait sur le terrain du capitalisme, la "victoire" lui était de toute façon acquise, et sans combat, puisque ce dernier n'a jamais lutté contre lui-même. Les revendications étudiantes ont porté sur le mode de fonctionnement du système éducatif actuel, et non sur l'école comme rouage de la reproduction du monde de l'exploitation. Coude à coude se trouvaient des futurs exploités et des futurs exploités. Inutile de préciser qui est le dindon de la farce dans cette histoire.

Et toute la racaille politicienne de jubiler en insistant lourdement sur le sérieux, le civisme, le sens des réalités d'une jeunesse saine (malgré les milliers d'énergumènes s'affrontant à la police) vouée corps et âme au maintien de l'égalité des chances dans la course aux diplômes et à la réussite sociale. Ce mouvement est en trompe l'oeil vis à vis de lui-même, car sous l'apparence d'une solidarité entre jeunes momentanément scolarisés, il proclame en fait la démerde individuelle pour le futur, celui de l'entrée dans le monde du travail. Sous une générosité à bon marché il s'affiche contre la sélection et pour la valorisation des diplômes. Il ne se rend même pas compte de la contradiction criante puisque sa logique est celle du système qui pond des lois sur l'enseignement chaque fois qu'il y a un nouveau ministre dans ce domaine. En effet, on ne peut à la fois être contre la sélection et pour la valorisation des diplômes. Car moins il y a de gens qui en possèdent, et plus ils ont de valeur (marchande bien évidemment !).

Bien avant la sélection scolaire, légitime du point de vue du capital, il y a la sélection sociale. L'égalité des chances et la quasi gratuité de l'enseignement sont un leurre. En grande majorité les fils de prolos (actifs ou chômeurs) se retrouveront tout naturellement dans la même situation que leurs géniteurs. Qu'un fils d'ouvrier puisse devenir PDG ou chercheur au service d'une technologie qui dépouille actuellement l'humanité, ne change rien à l'affaire ! Il est impossible d'échapper à l'existence des classes nécessaire à la perpétuation du système basé sur l'exploitation de l'homme par l'homme, tout comme les ex-soixante-huitards n'y ont pas échappé, si on n'appréhende pas la racine du problème afin de l'arracher. Comment une société qui survit grâce à l'abrutissement de la multitude pourrait-elle accomplir l'égalité devant l'instruction ?

Tant qu'existera l'esclavage salarié existeront la sélection, la faim dans le monde, les armées, les polices, la délinquance, et toutes les autres conséquences qui pèsent sur notre existence. Purement corporatistes au début, les scolarisés qui ont des parents de toutes les sortes (y compris dans la police) ont voulu intéresser la population à leurs problèmes mesquins, et pour ce faire ils ont appelé les syndicats professionnels à se joindre à leur cortège le mercredi 10 décembre 1986. C'est ce que tous ont voulu faire passer pour la solidarité étudiants-travailleurs. Ce n'est pas un hasard si un mouvement dit a-politique, dominé à tout moment par la politique capitaliste de l'actuelle opposition, a demandé la participation des chiens de garde du monde marchand que sont les syndicats. Ce jour là dans le cortège les ouvriers étaient encadrés par leurs flics directs qui arboraient le drapeau bleu-blanc-rouge, symbole frappant de l'ordre capitaliste et de la nation. L'appel aux ouvriers sur la base de la défense des diplômes étant anti-ouvrière, la présence syndicale montrait parfaitement bien à qui auraient à faire les plus malchanceux parmi la masse scolarisée. Les syndicats par leur présence montraient qu'ils étaient bien là pour empêcher que les exploités ne combattent le droit des plus chanceux à gérer leur exploitation et celle de leurs progénitures. Mais même s'ils n'avaient pas été présents, il ne peut y avoir de solidarité travailleurs-étudiants effective sur un terrain aussi vaseux et aussi contraire à l'intérêt historique des exploités et de l'humanité. Ceux qui ont demandé la solidarité des travailleurs à travers les syndicats ont-ils déjà manifesté leur solidarité avec les prolétaires en lutte, ces derniers étant tous les jours confrontés à la main-mise capitaliste des syndicats ? Le bouche à bouche continu entre syndicalisme et capitalisme est patent, ils sont aujourd'hui la condition l'un de l'autre, ils se créent mutuellement. Un mouvement réactionnaire de par ses objectifs devait aussi demander l'aide de ceux qui sous couvert de lutte contre l'injustice maintiennent la dernière des classes dans l'ignorance et la soumission. Ceux qui plus déterminés dans le mouvement, plus conscients de leur misérable futur, se sont, au nom de l'unité, pliés aux directives de la coordination nationale étudiante se sont fourvoyés. Ils se situaient sur un terrain qui n'était pas le leur. Ces derniers, avec tous ceux qui profitant de la mobilisation voulaient aller plus loin, auraient dû aller à l'encontre du mouvement initial pour réclamer la solidarité de l'ensemble de la classe des travailleurs sur des bases totalement différentes, celles qui s'attaquent aux conséquences et surtout aux causes de la société actuelle, par le refus des diplômes, de la sélection, de l'école présente, seule façon de relier le mécontentement des uns et des autres à des revendications communes, en tant que travailleurs et futurs travailleurs exploités. Par là, ceux qui aspiraient uniquement à être les nouveaux cadres de la société,

grâce à des diplômés valorisés, auraient été hors et contre le seul mouvement subversif, celui qui est conscient que sans l'activité prolétarienne il n'y a point de solutions pour tous les problèmes et chacun d'entre eux. Il n'y a pas de "bonne" ou de "mauvaise" université. Il n'y a pas de capitalisme sans ségrégation sociale, raciale. Toutes les écoles, tous les enseignements qu'on y dispense sont soumis aux lois du profit et de la rentabilité capitaliste. L'école n'assume pas l'éducation, mais émascule les esprits. Ceci est valable pour toutes les régions du monde. Que ce soit en Chine, en Russie, en Afrique du Sud, en Amérique Latine, aux USA ou en Europe, les mouvements étudiants qui s'y développent n'ont aucune perspective progressiste sans lien direct avec la lutte de classes que toutes les forces capitalistes déjà citées dans ce texte font tout pour retenir sous le giron de l'exploitation de l'homme par l'homme.

La classe qui est dépossédée de tout, non seulement de la richesse sociale qu'elle produit, mais également du savoir, enverra cette société immonde au musée de l'histoire au mépris de mouvements, qui émanent de la putréfaction du monde actuel, seront incapables d'aller dans le sens de l'émancipation du genre humain. HORS DE CE TERRAIN TOUT EST REACTIONNAIRE.

Erivez-nous !
Prenez contact avec nous !
Militez pour la révolution socialiste !

Permanences en France :

Paris : les seconds samedi de chaque mois de 14 à 16 H00
au café le "Rond-Point" . Métro Père-Lachaise .

Tours : Tous les deux mois, le dernier samedi de 15 à 17H00
au café "Le Bordeaux" , place de la gare, soit le
28 février 87 pour la prochaine.

Nancy : Tous les deux mois, le dernier samedi de 15 à 17H00
au café de la gare, place de la gare, soit le
31 janvier 87 '

Dépôt légal 4eme trimestre 86

Directeur de la publication
P. Marechal

Commission par 61890

SOUSCRIPTION

Pour développer la diffusion de nos idées en France, en Espagne et éventuellement dans d'autres pays, nous avons besoin de moyens financiers supérieurs à ceux qui sont les nôtres. Envoyez-nous votre soutien à l'ordre de : ALARME CCP n° 151628 U Paris

POUR TOUTE CORRESPONDANCE :

ALARME B.P 329
75624 PARIS
CEDEX 13

ALARMA (écrire sans autre mention)
Apdo 5355 BARCELONA (ESPAGNE)

Les paiements de publications et les abonnements doivent être effectués à l'ordre de ALARME CCP n° 151628 U Paris

ABONNEMENTS : ALARME
1 an ... 4 n° ... 20f
L'ARME DE LA CRITIQUE
1 an ... 2 n° ... 30f
ALARMA
1 an ... 4 n° ... 20f

Lutter pour quelle défense de l'emploi

Les licenciements pleuvent avec l'unification Sacilor-Usinor, la surcapacité de la flotte de commerce internationale et la fermeture consécutive des chantiers navals, etc. Les prolétaires sont jetés au rebut et vont s'accumuler au chômage pour que ceux qui travaillent encore accumulent plus de capital, dans des conditions encore plus dures. Partout les économistes, les politiciens, les patrons et les syndicats concoctent des plans de sauvetage de l'emploi, de l'entreprise, de l'économie nationale et internationale.

Les évènements de la Seyne-sur-mer confirment pour la France, le succès actuel du mot d'ordre "défense de l'emploi". Or ce mot d'ordre, pour évident qu'il paraisse, est profondément capitaliste et n'a jamais permis d'éviter un seul licenciement : tout au plus se concrétise-t'il par la négociation de l'étalement des licenciements.

En premier lieu, défendre l'emploi signifie qu'il y a un emploi à conserver, ce qui n'est pas toujours possible : comment faire tourner un chantier naval si plus personne ne commande de bateaux et si l'on casse des navires neufs, récemment construits et n'ayant jamais servi. Dans une telle situation, même d'un point de vue capitaliste, il ne peut y avoir de défense de l'emploi. L'imposture des syndicats est ici manifeste. La mise en avant d'un tel mot d'ordre prépare la phase suivante : faire espérer un repreneur superman libéral ou étatique et diviser les prolétaires car chacun sait que s'il y a un repreneur, il y aura des licenciements quand même (mais moins) et des stages-dépotoirs dits de reconversion. Chacun espère alors que c'est l'autre qui trinquera. S'il n'y a pas rachat de l'entreprise, toute solidarité est déjà tuée par le poison de la concurrence pour l'embauche espérée, la combattivité baisse donc et de plus l'usure du temps, le pourrissement par la négociation augmentent le désespoir.

S'il y a rachat, ce qui est rare, le ou les patrons successifs licencient jusqu'à épuisement complet et même jusqu'à la fermeture définitive de l'entreprise, usant eux aussi de la ficelle de la défense de l'emploi. Pour faire croire que le syndicat tient un autre langage, ils baptisent l'opération : "défense de l'entreprise" ce qui est rigoureusement la même chose. Emploi et entreprise sont liés, ils sont consubstantiels. Si le rachat permet à l'entreprise de redémarrer (cas le plus rare), à la longue des prolétaires peuvent être réembauchés et retrouver les copains qui n'ont pas bougé quand ils se sont faits lourder ! Une saine ambiance de camaraderie se dégage de l'ensemble.

Si le lecteur trouve que nous noircissons trop le tableau, il peut toujours se reporter à ses journaux bourgeois favoris, tous grands défenseurs de l'emploi à la rubrique "économie" et non moins grands licenciés à la page "social", et pour les mêmes entreprises en général.

Cependant nous n'avons pas encore épuisé tout le potentiel de cette juteuse consigne de "lutte". Imaginons un instant qu'une entreprise florissante, grosse grasse et jouflue, décide de licencier. Cela ne peut provenir que d'une voracité capitaliste toujours plus grande : produire plus avec moins de salariés. C'est ce qui se passe en Angleterre où la moitié des ouvriers imprimeurs d'un groupe de presse ont été licenciés. Le syndicat s'est prononcé contre les licenciements et au mieux, a demandé le maintien du statu quo, c'est-à-dire que les ouvriers se mobilisent pour rester exploités "comme avant".

Or, s'il faut effectivement refuser tout licenciement, quels moyens faut-il se donner pour le faire, moyens que tout syndicat repousse tant qu'il peut le faire sans perdre complètement son influence. En premier lieu, il faut réaffirmer que quelsoit les raisons d'un licenciement, même les plus "valables" du point de vue du patron, il faut refuser tout licenciement. Mais ceci non pas pour conserver son poste de travail tel quel, mais au contraire pour exiger moins de travail et plus de paie, pour exiger et imposer l'embauche de ceux qui chôment, la diminution du temps de travail en rapport avec l'embauche et la productivité.

Le fait d'être licencié ne doit pas être accepté même si c'est parce que l'entreprise périclité. Dans ce cas, il ne s'agit pas non plus de demander le maintien du poste de travail mais d'exiger l'embauche collective et immédiate des licenciés dans d'autres entreprises, dans les mêmes conditions que celles définies ci-dessus. Alors il ne s'agit déjà plus de défendre l'emploi mais d'attaquer la source-même de l'exploitation. De plus en conquérant la solidarité entre actifs et chômeurs sur le dos des capitalistes, on réaffirme l'existence collective d'une classe ouvrière face à la classe capitaliste, collective elle aussi. L'attaque de l'accumulation du capital doit s'étendre et s'approfondir par l'arrêt autoritaire du fonctionnement ou la grève de secteurs nuisibles ou parasitaires de notre

point de vue (administrations, assurances, finances, publicité, forces de répression, etc...) et l'utilisation des individus ainsi disponibles pour diminuer d'autant le temps de travail ce qui permet de se regrouper encore plus et de s'organiser encore mieux pour définitivement renverser l'ordre capitaliste.

Ces orientations pour la lutte immédiate, utilisables comme riposte au licenciement, se démarquent fondamentalement du syndicalisme. En effet elles sont entièrement tendues vers l'affirmation de l'unité de la classe ouvrière, elles supposent le refus de la négociation de nos propres conditions d'exploitation et se fondent sur la capacité d'organisation du prolétariat pour infléchir et renverser le rapport de force avec le capital.

Cependant si les syndicats ou si des fractions syndicalistes y sont poussées par l'agitation ouvrière, ils sont parfaitement capables, pour conserver la direction du mouvement, de céder encore sur ce terrain. Mais ce que ces orientations contiennent d'irréductibles au syndicalisme, c'est ce qu'elles ont d'irréductibles au capital : l'attaque de la plus-value et de l'élargissement de l'accumulation d'une part, d'autre part le fait qu'elles préfigurent clairement les tâches de la dictature du prolétariat pour l'abolition du salariat.

La nécessité de ces orientations n'est aujourd'hui clairement affirmée que par d'infimes minorités organisées, encore coupées de l'activité (ou de l'inactivité) de leur classe. Or la question de l'organisation est cruciale pour le succès des luttes. Il ne peut y avoir de mouvements amples et décidés contre le capital sans organisation indépendante de classe. C'est-à-dire non seulement pendant un mouvement, où les prolétaires s'organisent en dehors et contre les syndicats, le patronat, l'Etat, mais aussi, et sans qu'il y ait séparation avec, avant ces mouvements, dans des organisations communistes défendant en permanence l'ensemble des intérêts et objectifs de la classe ouvrière.

Malgré toutes les difficultés, l'impact des organisations révolutionnaires, pour si minime qu'il soit aujourd'hui, ne peut qu'aller grandissant dans la mesure où la principale force contre-révolutionnaire, le stalinisme, est déjà lézardée par les coups de boutoir des luttes ouvrières des trente dernières années.

Notre démarche nous fait mettre en avant ces orientations de lutte, revendicatives et organisatives, parce que nous n'avons pas encore la force de nous mettre en avant dans les luttes qui les défendent. Cette force, c'est le capital lui-même qui la crée spontanément, créant de même l'impérieuse nécessité de sa destruction et de son dépassement par le mouvement communiste.

BUREAUCRATIE SYNDICALE TROTSKISTE

Quatre élus de F.O. au comité d'entreprise de la caisse primaire d'assurance maladie de Paris ont détourné 1,5 millions de francs dont une bonne part sur le budget de la commission sociale (980 000 francs de prêts et dons sans factures). Il s'agit là du même scandale qui éclabousse périodiquement les syndicats et qui masque du même coup l'appropriation légale par ceux-ci d'une partie des bénéfices de l'entreprise (budget du Comité d'entreprise) et par conséquent l'appropriation légale d'une partie de la plus-value extraite de notre exploitation. Ce type de petits scandales ne doit donc pas nous émouvoir particulièrement, sinon nous rappeler l'état général de corruption qu'engendre les rapports capitalistes en lutte pour leur survie, et à la tête de laquelle s'inscrit le syndicalisme contre la classe ouvrière. Cependant, et ceci est remarquable, les trotskistes qui n'ont pas fait ce procès du syndicalisme et qui continuent à dénoncer la corruption des dites directions "traîtres" de l'intérieur des syndicats, n'en sont pas moins corruptibles. Ainsi les quatre élus de FO étaient de surcroît membres du Parti "communiste" "internationaliste" (trotskistes). Nous y voilà enfin ! les apprentis bureaucrates ont mûri, commencent à pourrir et à faire craquer le fragile vernis révolutionnaire dont ils se paraient depuis leur trahison du défaitisme révolutionnaire et leur défense du capitalisme pendant la seconde guerre mondiale.

PLUS JAMAIS CA

A la lumière des derniers coups de feu, grenades lacrymogènes, incendies et autres joyeusetés que nous inflige (ou nous laisse infliger) la police, il est bon de rappeler quelques faits et de souligner quelques idées fondamentales, indépendantes du marais médiatique, civique et bien-pensant.

Tout d'abord, rappelons que la police est chargée de maintenir le respect de la loi et de veiller à l'intégrité des biens publics et privés. Elle garantit les droits du citoyen et contrôle l'exécution de ses devoirs. Or le citoyen, c'est l'individu coupé de tous les autres, l'unité égale aux autres devant la loi alors qu'en réalité l'oppression, l'exploitation, la misère sous toutes ses formes, frappent inégalement les individus selon qu'ils n'ont que leur salaire et pas de réserves pour vivre ou qu'ils disposent de réserves et participent à la défense ou à la gestion de la société.

Si l'on traduit alors le rôle de la police dans le langage de la vie réelle, elle garantit la propriété, l'égoïsme érigé en principe de société, l'intégrité (au sens d'isolement) de l'individu et de son avoir. Elle réprime tout ce qui essaie d'être hors du cadre de la propriété privée et principalement tout autre collectivité que celle du capital. Ainsi, lorsqu'une famille d'immigrés est expulsée à Vénissieux, par 300 CRS, c'est parce qu'elle occupe un logement - en dépit des arrêtés de la Préfecture de droite et de la municipalité de gauche - grâce à l'association que les habitants ont formé pour se défendre contre les expulsions, pour se garantir une possibilité de logement. Cette action, pour aussi faible soit-elle, n'en constitue pas moins un délit... En expulsant ces familles la police fait son travail. De même, lorsque de vieux immeubles du XX^e arrondissement de Paris brûlent, et qu'une vingtaine de travailleurs y meurt, la police ne peut rien pour eux : elle fait son travail et elle n'a pas à se soucier du fait que ces immeubles sont dans une zone visée par les investissements immobiliers puisque ceux qui y vivaient ne possédaient rien...

On s'aperçoit aisément que la définition que nous avons donné de la police ne s'applique pas seulement au corps spécialisé, armé et en uniforme que tout le monde connaît. Tout individu un tant soit peu rebelle a déjà été amené spontanément à y inclure d'autres appareils de répression, allant du contrôle des titres de transport aux vigiles "privés" et surtout les centrales syndicales. Ces dernières allient la répression individuelle des travailleurs combattifs au culte de l'égoïsme corporatiste ou localiste, décident avec le patronat et l'Etat, de la valeur de notre force de travail en tant qu'objets de propriété privée et assument leur fonction policière jusqu'au mimétisme avec les forces de l'ordre. Les syndicats constituent le plus puissant service d'ordre social existant, à tel point que les misérables bureaucrates syndicalistes étudiants les ont appelé à leur secours contre les débordements des éléments les plus décidés (étudiants, lycéens, travailleurs, chômeurs). Les opprimés ont parfois le droit de travailler et toujours le devoir de se taire. Lorsqu'on est chômeur, c'est ce qu'on appelle l'obligation de réserve. On a aussi pu voir les magistrats, avocats, médecins, etc. encadrer la manifestation - procession du 10 décembre avec leurs casques blancs, insignes de leur qualité et de leur autorité.

Le mouvement étudiant a protesté contre les excès de la répression policière au nom des droits du citoyen. Il a aussitôt obtenu le soutien du P"C", du P"S" et de personnalités comme Raymond Barre. Or les CRS ont été créés en 1945 par un "socialiste", Jules Moch, alors ministre de l'Intérieur avec De Gaulle comme chef de l'Etat et les camarades-ministres du P"C" pour collègues. Quant à Barre, il a porté sur les fonds baptismaux le projet "Sécurité et Liberté" d'Alain Pierrefitte...

Cela signifie que tous ces charognards veulent faire croire que la mort d'un manifestant est un excès, une erreur, une bavure due à un ministre de l'Intérieur sans coeur et complaisant envers des policiers d'extrême-droite. Ce ministre est sans doute ainsi, mais on ne peut être ministre de l'Intérieur et avoir des états d'âmes, n'est-ce pas MM Joxe et Deferre ?

En fait, ce que tout ce battage a voulu montrer, c'est que la police peut frapper démocratiquement sans tuer, sans racisme ni méchanceté. Or ceci est soit une cruelle

illusion, soit un cynique mensonge. Tous les jours la police exerce la répression c'est-à-dire qu'elle contrôle, arrête, frappe ou tue (depuis l'abolition de la peine de mort, le GIGN tue de plus en plus) tous ceux qui ne respectent pas l'ordre. Qu'un étudiant arabe meurre, et c'est l'indignation, alors que la police ne fait que remplir sa tâche quotidienne, routinière et qui n'étonne autrement plus personne : les "bavures" de cet été sont un bel exemple de l'impunité réelle de la police (pour eux il n'y a pas de GIGN...). L'opprobre portée sur le Peloton des Voltigeurs Motorisés (PVM) reste dans la même logique : un policier assassin, peut-être même (veine !) d'extrême-droite, est livré en pâture à l'opinion et la 'justice'. Les responsables policiers sont dénoncés et on demande leur démission, la dissolution des PVM, corps qui n'existe pas sur le papier. Tout ceci est ridicule, étant donné que même les polices les plus démocratiques des pays les plus démocratiques sont amenées à tuer ou au moins à mutiler des manifestants lors d'affrontements exempts de tout but subversif. En fait si la police peut se permettre cela, c'est qu'elle sait bien qu'elle n'est pas le seul corps de répression dans la société et que la dissolution d'une unité particulière ne remet pas en cause le corps spécialisé appelé "police" et encore moins les autres formes de répression que nous avons mentionné.

Dans sa tâche de défense de la loi, elle devient la loi elle-même ; le nier, c'est prétendre que cette société est humaine, à quelques travers-près. Mais le bon fonctionnement de ce monde exige en permanence l'exploitation, l'expropriation, la mise au rebut, la paupérisation relative à la richesse produite ou absolue jusqu'au dénuement et la mort, de la quasi totalité de la population humaine. Dans le cadre de ce fonctionnement des organismes prévoient statistiquement les morts par accident industriel ou civil, catastrophes et guerres. Les morts par répression "légale" sont aussi répertoriés et pour les esprits chagrins et civiques on pourra y ajouter les morts par "bavures".

La répression pure et simple est une réponse que le Capital donne aux troubles sociaux que son existence engendre (le chômage en tête dans le monde). Que le capitalisme se porte bien ou mal, il sécrète inexorablement, par sa logique d'exploitation et d'expropriation : la crapulerie, la fraude, la délinquance, le racisme, etc. Le mouvement étudiant, les syndicats, le pouvoir réclament la sécurité. Mais l'intoxication sécuritaire est la feuille de vigne masquant le gangstérisme des capitalistes et des politiciens d'une part, et la nécessité policière et syndicale de réprimer, de terroriser en permanence les prolétaires, préventivement à tout acte de rébellion, que la loi assimile de plus en plus à de la délinquance. En effet l'Etat entretient une confusion manifeste entre subversion et délinquance, confusion dans laquelle se vautrent toute une frange de pillards de vitrines et leurs prudents laudateurs qui glorifient l'appropriation individualiste sous prétexte que la délinquance fait reculer l'Etat. Si la délinquance fait peur aux "bourgeois", qui y voient une forme de concurrence sauvage, le gangstérisme lui, est parfaitement adapté aux mentalités capitalistes. Le chômeur qui brise une vitrine pour marquer sa haine de la marchandise et s'y sert parce que sa survie s'en trouvera améliorée, se comporte en fait comme le gibier de potence des sphères de la haute finance qui pratique une OPA ou une autre opération boursière et qui s'accapare de juteuses parts de profit en ruinant ses concurrents. La volonté n'est pas la même mais la démarche est identique. Et celui à qui profite le culte de l'individualisme n'est sans doute pas le chômeur. Tout le crétinisme béat répandu devant quelques vitrines brisées, relève de la mystification bourgeoise des bandits d'honneur, maintes fois dénoncée par les révolutionnaires. Les délinquants qui posent à la subversion (alors qu'ils ne sont bien souvent que les petits patrons d'entreprises crapuleuses) et les individus subversifs qui croient devoir être des délinquants (et qui s'y perdent) se fourvoient et confondent Zorro avec le prolétariat en armes. Se réapproprier le produit social, OUI ! Mais sans manifester publiquement et visiblement la qualité sociale de ce produit et surtout la qualité collective de la réappropriation, c'est encore affaiblir notre classe, qui n'a pas besoin de cela ! Montrer que l'on S'ORGANISE pour se réapproprier les moyens de production, les biens de consommation parce que ce sont des prolétaires qui les ont produits, c'est cela qui distingue une pratique prolétarienne et subversive d'un misérable simulacre de "radicalité". Au cas où certains néandertaliens ne l'auraient pas encore compris, notre "sauvagerie" ne s'exprime pas à coups de pierre mais à

coups de canons. S'il n'y a pas de mouvement encore capable de poser en ces termes sa volonté anti-capitaliste, alors notre tâche est encore moins de descendre dans la rue et de tirer sur des uniformes, d'autant que nous avons souligné l'énorme importance des autres forces de répression.

Notre tâche, c'est d'organiser tout potentiel de lutte de façon à créer un rapport de forces permettant de ne pas se laisser intimider par les sbires du capital. L'illusion sur la police, les syndicats, les partis de gauche tombera d'elle-même face à une lutte décidée au contenu clairement anti-capitaliste. Et là, les prolétaires, c'est-à-dire ceux qui n'ont que leurs chaînes à perdre et un monde à gagner ne se laisseront plus jamais tirer comme des lapins. Cette condition est nécessaire pour attaquer le capital, dissoudre tous les corps de répression, balayer ce monde pourri tout en en créant un nouveau sans salariat, sans frontières et sans exploitation.

Alors seulement nous pourrons crier :

"PLUS JAMAIS CA !"

PUBLICATIONS DU F.O.R

E N F R A N C A I S

Parti-Etat, stalinisme, révolution : G.Munis	25,00
Les syndicats contre la révolution : B.Péret, G.Munis	25,00
Les révolutionnaires devant la Russie et le stalinisme mondial (reproduction de l'édition de 1946) G.Munis	25,00
Le manifeste des exégètes (reproduction de l'édition de 1946) B.Péret	25,00
Fausse trajectoire de Révolution Internationale	5,00
Alarme spéciale organisation (n°13)	5,00
Alarme collection complète par 10 numéros	30,00
Pour un second manifeste communiste	20,00
Analyse d'un vide, cinquante ans après le trotskisme	25,00

E N E S P A G N O L

Jalones de derrota, promesa de victoria : G.Munis	80,00
Pro segundo manifiesto comunista	20,00
LLlamamiento y exhorto a la nueva generación	15,00
Trayectoria quebrada de Revolución Internacional	5,00
Explicación y llamamiento a los militantes, grupos y secciones de la IV internacional (1949)	15,00
Análisis de un vacío, cincuenta años después, el trotskismo	25,00
Los revolucionarios ante Rusia y el stalinismo mundial (1946)	25,00
El SWP y la guerra imperialista (1945)	25,00
Reproducción por tema de "ALARMA" 1era y segunda serie (1958-1976) : Revolución social y luchas de clase en España, Conciencia revolucionaria y decadencia capitalista, Situación internacional y luchas proletarias, Rusia, China, Cuba y satélites ; C/U	35,00
Partido-Estado, Stalinismo, Revolución	25,00

I T A L I E - G R E C E

Pur un secondo manifesto comunista	20,00
La gauche communiste en Grèce (1918-30)	30,00

Pour toute correspondance

ALARME
Boite Postale 329
75624 Paris Cedex 13

ESPAÑA

APDO 5355 Barcelona,
(sin otra mención)

A BON ENTENDEUR ***

En septembre, 200 ouvriers de la navale qui étaient en grève dans le port de Barcelone se sont attaqués violemment à 20 ouvriers embauchés par l'INEM (entreprise Contenemar) parcequ'ils les considéraient comme des jaunes.

Cet acte classiste fut condamné par les démocrates de tout bord comme une inqualifiable agression attentatoire aux libertés démocratiques. Non seulement l'agression fut considérée comme un acte illégal, mais de plus l'Organisation du Travail Portuaire, dépendante du Ministère du Travail qualifia la grève elle-même des ouvriers d'"illégal et discriminatoire" dans la mesure entre autre où les travailleurs s'arrêtaient de bosser les heures paires et reprenaient le boulot à un rythme très très lent les heures impaires, ce qui provoquait de graves dommages à "leur" entreprise.

Le droit de grève a des limites disent nos honnêtes et civiques exploiters, raison de plus, selon eux, pour critiquer la nonchalance du gouvernement au moment de remettre au parlement un projet de loi régulateur du droit de grève.

. Premier point : Une grève, messieurs, malgré et contre les lois limitatrices susceptibles d'être approuvées au parlement, est un acte qu'utilise une classe pour imposer ses propres intérêts. Si tel n'est pas le cas, elle ne mérite pas son nom, n'étant plus qu'un simple arrêt de travail qui permet, à travers les syndicats, de négoier avec le patronat ou l'Etat, les conditions de vente de notre force de travail. Avec ou sans loi au parlement, messieurs, les prolétaires ne peuvent pas et ne doivent pas accepter les anti-grèves syndicales. La grève lorsque nous la faisons c'est pour vous emmerder et augmenter notre force et notre union en imposant nos intérêts.

. Deuxième point : Que ces messieurs sachent que lorsque notre classe se mobilise elle n'accepte aucune entrave surtout quand elle est le produit de la manipulation par nos exploiters de membres "sociologiques" de notre classe. Que ces derniers sachent donc aussi ce qu'ils risquent en agissant comme des "jaunes".

. Troisième point : Notre classe, celle qui est exploitée, a des intérêts radicalement opposés à ceux de toutes les fractions du monde capitaliste. Par conséquent elle ne peut se soumettre aux lois faites par et pour ceux qui profitent d'elle moyennant le travail salarié.

. Quatrième point : Que ces messieurs ne se scandalisent pas pour si peu. Car ce qui est advenu cette fois sur le port de Barcelone, avait lieu tous les jours quand le prolétariat écoeuré de n'être rien se manifestait en tant que classe révolutionnaire.

. Cinquième et dernier point pour le moment : A BON ENTENDEUR, SALUT !

CHILI: Proletaires, les assassins sont parmi vous

Le Chili est aujourd'hui l'un des pays susceptibles de recouvrer les "bienfaits" de la démocratie, brisée en septembre 1973 par Pinochet, à la tête des Forces Armées. D'innombrables bêtises et mensonges ont été répandus à propos du Chili, de l'Unité Populaire, d'Allende, de Pinochet et de l'action de la classe ouvrière.

EN premier lieu, on ne peut comprendre la durée-record de la dictature si l'on croit qu'il s'agit simplement du mépris du suffrage universel et de la soumission aux intérêts de la CIA et d'ITT. La venue au pouvoir d'Allende, président de l'Unité Populaire des froces de gauche, s'est faite dans un contexte de luttes sociales très intenses. L'espoir (et donc l'illusion) que donnait l'Unité Populaire était énorme dans le prolétariat et il n'était question que de socialisme, d'en finir avec les patrons, etc. En fait, pendant trois ans, de 1970 à 1973, les ouvriers ruraux et urbains, se trouvèrent régulièrement en conflit avec leur gouvernement. Soit pour lui faire respecter les promesses de son programme, soit parce qu'il laissait le patronnat organiser la répression des grèves, soit tout simplement parce que ce gouvernement réprimait très durement toutes les initiatives du prolétariat et qu'il favorisait constamment l'armée, lui remettant tous les jours entre les mains un peu plus de responsabilité dans la gestion du pays. Très tôt, les prolétaires s'organisèrent dans des structures propres et indépendantes du syndicat (la Central Unica de Trabajadores) sans pour autant s'y opposer : ce furent les Cordons Industriels. Peu à peu, ces organismes s'autonomisèrent et peu avant le coup d'Etat, une fraction du prolétariat déclarait devoir rompre totalement avec l'Unité Populaire et s'opposer ouvertement à elle. Les partis politiques cherchèrent à soumettre les Cordons à la CUT et le PC interdit à ses militants d'appartenir aux Cordons jusqu'en mars 73. Il mena par ailleurs une gigantesque campagne 'contre la guerre civile', intimidant ainsi tous ceux qui critiquaient le gouvernement. Allende n'était plus capable d'empêcher le mouvement de s'agrandir et de s'approfondir. Le reste est connu. Pinochet, nommé chef des Forces Armées du Chili par Allende, représentait toutes les forces nationales et internationales effrayées par l'agitation du prolétariat, il était l'homme de la situation. Le pire dans cette tragédie, c'est que de nombreux prolétaires crurent encore que le P"S" et le P"C" donneraient des armes pour résister et enrayer le bain de sang.

La victoire de Pinochet est bien plus celle du capital sur le prolétariat que celle de la dictature sur la démocratie. Aujourd'hui les anciens chantres de l'Unité populaire s'appliquent à préparer l'achèvement de la défaite de 1973 en rétablissant la démocratie et en étouffant toute velléité d'indépendance de la classe ouvrière. L'opposition à Pinochet se cristallise autour de deux blocs, principalement représentés par le P"C" d'un côté et la Démocratie-Crhétienne et l'Eglise de l'autre. L'opposition de la droite et surtout de l'Eglise a retréci la base sociale du pouvoir actuel, d'autant que les USA, ne voulant pas laisser le monopole de l'opposition aux tenants du capitalisme d'Etat, soutient maintenant l'action du clergé. Dès 1978, l'opposition s'est trouvée divisée en plusieurs terrains, recoupés par les partis politiques. Tout d'abord le centre des villes, avec les couches aisées qui estiment que la dictature n'a plus de nécessité aussi aigue qu'en 73 et qu'on peut s'en passer et recommencer la juteuse course aux prébendes gouvernementales et administratives. Ensuite les bidonvilles, où la misère est énorme, et où réussissent le mieux toutes les crapules associant démocratie et pain : le P"C" et l'Eglise y développent une énorme action depuis plusieurs années. Enfin les usines, où d'importantes grèves ont eu lieu au début des années 80 (de 80 à 82) et qui se sont retrouvées isolées en particulier à la suite de consignes du P"C" refusant toute possibilité de jonction avec l'agitation des couches les plus pauvres. Non seulement le P"C" refusa tout soutien réel au mouvement mais il créa à ce moment sa fraction armée (le MIR est un jouet du Parti mais il est trop composite à son goût): le fameux "Frente Manuel Rodriguez", auteur d'un bon nombre d'attentats, et dont toute la pratique terroriste vise à transformer les prolétaires en spectateurs de la lutte entre leurs oppresseurs et leurs "libérateurs" démocratiques.

La question de savoir si par exemple le dernier attentat (manqué) contre Pinochet est bien le fait du FMR ou un coup monté de Pinochet, est sans importance. L'une ou l'autre des hypothèses mène au même résultat : encourager la passivité du prolétariat et accentuer la répression au nom de la lutte anti-terroriste (toute ressemblance avec une situation plus proche n'est pas le fruit du hasard...). Il est bien plus intéressant de savoir que les énormes quantités d'armes dont dispose le FMR n'ont pas pu passer par contrebande et que donc ce sont celles que le P"C" a soigneusement caché au moment où des milliers de prolétaires se faisaient tirer comme des lapins en 73 ...

Il est certain qu'il existe encore un fort potentiel de lutte au sein du prolétariat au Chili. Mais on voit déjà à l'oeuvre les forces qui permirent la défaite précédente et qui organisent la possibilité d'un achèvement de cette défaite par l'enrôlement des prolétaires derrière les bannières démocratiques ou capitalistes d'Etat. La question brûlante reste celle de l'organisation et de la dénonciation de nos ennemis de classe, à commencer par le P"C", dont le rôle a été déterminant ces vingt dernières années.

PEROU : L'Etat réprime une de ses fractions

Le 28 juillet dernier, l'anniversaire du gouvernement capitaliste d'Alan Garcia s'est célébré au rythme de la Liberté, de l'Egalité, de la Fraternité et de la Mar-seillaise. Le bilan de ce gouvernement -afilié à l'Internationale Socialiste- renou-velée- se solde par une croissance toujours plus forte de la répression et de l'ac-tivité coutumière des militaires : l'intimidation, la violence et l'assassinat. C'est dans ce cadre qu'il faut situer l'attaque violente et l'extermination des "pré-sumés" détenus sendéristes dans les trois prisons de Lima. La cruauté, les méthodes utilisées par le camp des forces de répression, en particulier à la prison "del Fronton", montrent d'un côté la préoccupation d'exterminer physiquement les terro-ristes du Sentier Lumineux, et de l'autre, c'est la réponse du gouvernement à la même cruauté et violence que ce mouvement a déchaîné dans chaque ville, village ou hameau paysans. L'objectif du Sentier Lumineux est d'obliger des hommes, femmes et enfants à lui obéir et en particulier au camarade-président Gonzalo, guide et pen-seur de la création de la nouvelle démocratie au Pérou.

Les racines du Sentier Lumineux, pour les sociologues, historiens et autres "in-tellectuels", se trouvent dans le vide qui sépare le développement économique 'occi-dental de la ville et celui de la campagne. Ajoutez un soupçon de question raciale entre le blanc, le créole descendant de l'espagnol oppresseur, dénigrant et sour-mettant l'indien d'autrefois devenu le misérable d'aujourd'hui, et vous obtiendrez naturellement comme sauce de cette salade, l'apparition du Sentier Lumineux, réaction à l'occident et à la classe blanche-créole qui détient le pouvoir. Cependant cette explication, et d'autres de la même veine, ne nous permet pas d'approcher les causes réelles de son apparition, nous donnant seulement une interprétation superficielle dans le cadre d'un capitalisme vu comme phénomène d'une oppression millénaire cir-conscrite à l'Etat péruvien.

L'existence du Sentier Lumineux, comme celles d'autres groupes terroristes en Amérique du Sud ou en Europe, est indubitablement due à l'échec de la révolution russe et au poids de la contre-révolution stalinienne qui continue encore consciem-ment de désorienter la classe ouvrière. Cet échec comporte une séparation majeure entre les bases matérielles qu'offre le système capitaliste décadent et l'être hu-main. C'est-à dire entre la croissance des forces productives et l'absence de déve-loppement social pour et avec les hommes. Cette raison rend la nécessité de la révo-lution communiste encore plus impérieuse ainsi que la nécessité d'affirmer que les bases matérielles de cette révolution sociale sont largement assez mures pour qu'elle soit, elle seule, à l'ordre du jour. Nous allons traduire concrètement ces idées qui paraissent abstraites et générales et pourraient donner l'impression que nous nous éloignons du sujet.

L'industrialisation des années 60 permit un développement quantitatif et qualita-tif de la classe ouvrière, une plus forte sélection et conscience de ses intérêts de classe. Cependant, d'un côté les staliniens et les apristes (de l'A.P.R.A : Alliance Populaire Révolutionnaire Américaine) dans les syndicats et de l'autre les trots-kystes -pro-castristes- pesèrent chacun à leur manière de tout leur poids contre la transformation de la classe en soi en classe pour soi. Dans les années 70, le P"C" appuie à fond toutes les réformes capitalistes entreprises par le gouvernement mili-

taire, déclarant comme toujours que "l'heure de la révolution commence par le haut". Pour leur part, les trotskystes de tout poil ont appuyé publiquement à quelques pirouettes près, toutes ou presque toutes les réformes du programme capitaliste du gouvernement militaire. Ceci montre l'absence de tout contenu révolutionnaire dans le programme trotskyste depuis déjà quelques décades. Dans les années 80, la crise institutionnelle de l'Etat s'aggrave, bonne occasion pour que les partis de gauche les syndicats et les gauchistes la résolvent au profit de la démocratie capitaliste, suffoquant rapidement les grèves et manifestations contre le régime avec un Pacte entre ces organisations et le gouvernement pour établir une assemblée constituante.

Cette claire et nette option pour la démocratie du capital empêchera d'un côté la cristallisation d'un pôle révolutionnaire et de l'autre elle activera encore plus la désertion hors des organisations citées, d'éléments et de secteurs qui commençaient à se radicaliser à la fin du régime militaire. Le résultat en fut une désorientation plus grande de la classe, conséquence d'une plus forte audience de Sentier Lumineux. Ce dernier se présentera comme une réponse, c'est-à-dire à ceux qui regardent vers la démocratie du capital, de ceux qui envisagent la révolution. D'une manière opposée et également contraire aux intérêts du prolétariat, les staliens, maoïstes, trotskystes etc, nous présentent le Pérou comme le siège d'une lutte entre la démocratie capitaliste qu'ils disent représenter, et le Sentier Lumineux. Cependant, loin de tout cela, le prolétariat continue de se battre sur tous les fronts malgré ses "propres" dirigeants et les limites que le capital lui impose : grèves dans les mines, les services publics, la santé, l'enseignement, etc.

L'origine de Sentier Lumineux se situe lors de la dispute entre les staliens russes et chinois. Ainsi dans presque tous les pays les P"C" vont se scinder, suivant leurs maîtres respectifs. La fraction d'Abimaël Gonzalo ne restera pas longtemps dans le groupe pro-chinois et formera son propre groupe, rompant pour des différences d'appareil sans contenu idéologique. Le groupe sendériste, formé par des étudiants provinciaux de l'Université San Marcos (Lima) et d'Ayacucho, appuiera la fraction de la "bande des quatre" en Chine et non celle au pouvoir, détail important que nous développerons plus loin.

En effet le programme de Sentier Lumineux semble être du 'pur' maoïsme. Le Pérou serait un pays semi-féodal, la conséquence en étant la nécessité de l'union des quatre classes contre l'impérialisme (américain). De là il découle que le sujet révolutionnaire est le paysan et que dans la lutte, il enseignera à la classe ouvrière le chemin de la révolution. La classe ouvrière est donc trop faible et incapable de lutter pour ses intérêts et pour ceux des autres classes. C'est avec ce contenu que le Sentier Lumineux prétend être le seul parti de la révolution, qui conduira les masses à la victoire finale. Ce parti est tout, pense pour tous et est indestructible. Bien sûr, toute cette analyse est complètement fautive. Si par exemple en 1917, des révolutionnaires ne prenant en compte que la disproportion numérique de la paysannerie et du prolétariat russes, doutaient de la possibilité d'une révolution prolétarienne et socialiste, nier aujourd'hui cette possibilité c'est se mettre complètement du côté des défenseurs du capital. Les sendéristes, maoïstes et autres staliens ont en commun de définir la révolution (lorsqu'ils s'y réfèrent !) comme capitaliste et par étapes. Bien évidemment les conditions matérielles de la révolution socialiste sont mures partout aujourd'hui.

Au Pérou, comme dans le monde entier, il n'existe pas de zone qui n'ait été intégrée au système capitaliste, au sein duquel et en réaction à celui-ci, se trouve la seule classe potentiellement révolutionnaire, le prolétariat. Le prolétaire subit la négation de son existence comme être humain dans son expression extrême d'exploitation et d'aliénation, n'étant considéré que comme une marchandise de plus dans la relation sociale inhumaine du Capital et du Travail. La négation par le prolétariat de la négation de sa vie que lui fait le Capital, équivaut à l'affirmation du communisme comme expression de la fin de son exploitation et de la libération de l'humanité.

Cette nécessaire explication est à verser à la démonstration de ce que la seule classe révolutionnaire et motrice de la révolution, c'est le prolétariat et non la paysannerie, qui a toujours lutté pour ses intérêts personnels, l'obtention d'un lopin de terre, contrairement aux intérêts sociaux et internationalistes du prolétariat cherchant à en finir avec l'exploitation dans et hors les frontières natio-

nales. Qui plus est, les paysans en armes ont joué dans presque toutes les occasions le rôle de la contre-révolution en *contrariant* les aspirations communistes du prolétariat.

De cette façon, le Sentier Lumineux et toutes ces fractions du capital qui soutiennent que la paysannerie ou les classes moyennes sont ou peuvent être considérées comme une classe révolutionnaire, se retrouvent hors et contre le mouvement communiste. Par ailleurs, il est aisé de vérifier que dans l'éventail des différentes formations de gauche allant du stalinisme aux trotskystes en passant par le sendérisme, il y a un trait commun, celui de la prise du pouvoir politique par le Parti-Etat. La conséquence naturelle en serait leur incrustation comme caste parasitaire et exploiteuse dont la perspective serait la continuité du système capitaliste dans son expression la plus décadente : le capitalisme d'Etat.

Un autre aspect important à remarquer, c'est que même dans la situation hypothétique où le Sentier Lumineux préconiserait une autonomie et une indépendance politiques vis-à-vis des USA et de la Russie, ce ne serait qu'une tromperie de plus, l'attrape-nigaud de ceux qui sèment des illusions sur un groupe stalino-maoïste archaïque, bestial et retardataire. La polarisation est toujours plus forte entre les blocs russe et américain. Ils ne sont pas pour autant en contradiction car c'est le même système capitaliste d'exploitation qui les unit ; cependant cela n'empêche pas la lutte entre les deux blocs pour la domination du monde. Si le Sentier Lumineux n'est encore compromis avec aucun bloc impérialiste, il sera néanmoins obligé de le faire, n'étant pas une organisation révolutionnaire, mais bien stalinienne et disposée à pousser à l'extrême l'exploitation du prolétariat, laissant intact le système capitaliste.

Il faut établir clairement qu'aujourd'hui au Pérou, la lutte ne se circonscrit pas entre la démocratie et Sentier Lumineux, qui ne sont que deux fractions du capital. Le prolétariat existe bien mais il est désorienté par la pression de l'Etat et surtout de "ses" directions contre-révolutionnaires stalino-traotskystes. Il a cependant montré sa capacité de lutte à travers de multiples manifestations. Le prolétariat doit se dégager et lutter contre ces directions pour pouvoir étendre ses luttes dont le contenu forgera un programme communiste de revendications sans rupture jusqu'à la révolution sociale, attaquant de plein fouet le système capitaliste par sa base matérielle.

*LISEZ NOTRE BROCHURE : Les syndicats contre
la révolution.*

**LISEZ "L'ARME DE LA CRITIQUE" !
supplément à "ALARME"**